

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203817]

**23 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

Vu le rapport du 17 juillet 2015 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2015;

Vu l'avis 57.710/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le Règlement (CE) n° 1080/2006;

Considérant le Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le Règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 30 juin 2014, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement cofinancées par le Fonds européen de développement régional (F.E.D.E.R.) et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014 afin de garantir ainsi la sécurité juridique;

Qu'une suspension du régime d'aides à l'investissement cofinancées par le F.E.D.E.R. serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que, dès lors, toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Considérant l'approbation par la Commission européenne, le 16 décembre 2014, du programme opérationnel FEDER 2014-2020 « Wallonie-2020.EU »;

Considérant l'approbation par le Gouvernement wallon, le 5 février 2015, du Programme opérationnel F.E.D.E.R. « Wallonie-2020.EU » et de son complément de programmation;

Que, au vu de ce qui précède, il importe que la réglementation wallonne rétroagisse au 1<sup>er</sup> juillet 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 24<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 24<sup>o</sup> complément de programmation « Wallonie - 2020.EU » : la mise en œuvre de la mesure 1.1.1. « Stimulation de l'investissement dans les entreprises existantes ou en création » du complément de programmation du Fonds européen de développement régional, ci-après dénommé « F.E.D.E.R. », conformément à l'article 3 du Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le Règlement (CE) n° 1080/2006; »;

b) le 25<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 2.** Dans l'article 2*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase liminaire est remplacée par la phrase suivante :

« Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à 60 % à charge du budget de la Région et à 40 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation « Wallonie - 2020.EU » à la moyenne entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 : »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le mot « dix » est remplacé par le mot « six »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, le *m*) est remplacé par ce qui suit :

« *m*) l'appui logistique à l'exception de la manutention à l'aide de grues; »;

4<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « secteurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « codes NACE-BEL associés aux activités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 2, la phrase liminaire est remplacée par la phrase suivante :

« Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut octroyer une prime à l'investissement financée à 60 % à charge du budget de la Région et à 40 % à charge du F.E.D.E.R., dans le cadre du complément de programmation « Wallonie - 2020.EU » à la petite entreprise qui, outre les conditions visées à l'article 2 : »;

6<sup>o</sup> au paragraphe 2, le 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> crée quatre emplois minimum; »;

7<sup>o</sup> le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les mots « « convergence » ou du complément de programmation « compétitivité et emploi » » sont remplacés par les mots « « Wallonie - 2020.EU » ».

**Art. 4.** A l'article 10*bis*, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « « convergence », est déterminé, conformément à l'intensité maximale des aides régionales fixée par la carte des aides d'État à finalité régionale approuvée par la Commission européenne le 21 février 2007 » sont remplacés par les mots « « Wallonie - 2020.EU », est déterminé, conformément à l'intensité maximale des aides régionales fixée par la carte des aides d'État à finalité régionale approuvée par la Commission européenne le 16 septembre 2014 »;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, le 1°, est remplacé par ce qui suit :

« 1° *a*) une aide de base de 15 % du programme d'investissement admis pour la moyenne entreprise et de 18 % du programme d'investissement admis pour la petite entreprise;

*b*) 1 % par emploi créé au delà des seuils minima d'emplois créés visés à l'article 2*bis*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ou § 2, 2°, avec un plafond de 5 % »;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, le *a*), est remplacé par ce qui suit :

« *a*) 5 % s'il s'agit d'une création d'entreprise »;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, *b*), les mots « s'ajoutant aux 5 % visés au *a*) » sont abrogés;

5° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, *c*), les mots « s'ajoutant aux 5 % visés au *a*) » sont abrogés;

6° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, le *e*), est abrogé;

7° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, *j*), les mots « et les énergies renouvelables » sont abrogés;

8° au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, *k*), les mots « et les énergies renouvelables » sont abrogés;

9° le paragraphe 2 est abrogé;

10° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Le montant de la prime à l'investissement comprenant les aides visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, ne peut pas excéder 75.000 euros par emploi créé.

Cependant, si au moins un des critères de l'aide complémentaire visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, est rempli, le montant de la prime à l'investissement comprenant les aides visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, est porté à un maximum de 100.000 euros par emploi créé. ».

**Art. 5.** Dans l'article 17*ter*, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les mots « 2°, *d*) à *k*), ou § 2, 1°, 2°, *b*) à *i*), si au moins 80 % » sont remplacés par les mots « *a*), 2°, *d*) et *f*) à *k*), si au moins 75 % ».

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 7.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 juillet 2015

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE,

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/203817]

#### 23. JULI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein-oderMittelbetriebe, Artikel 6 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. Juli 2015;

Aufgrund des am 16. März 2015 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. März 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. Juli 2015 in Anwendung von Artikel 84 § 1, Absatz 1 Ziffer 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 57.710/2 des Staatsrats;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, nach dem 30. Juni 2014 die Kontinuität im Bereich der Gewährung der durch den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (E.F.R.E.) mitfinanzierten Investitionsbeihilfen zu sichern und den seit dem 1. Juli 2014 eingereichten Beihilfeanträgen eine Rechtsgrundlage zu verleihen, um so die Rechtssicherheit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass eine Aussetzung der Regelung der durch den EFRE mitfinanzierten Investitionsbeihilfen sich nachteilig auf die Realisierung der Zielsetzungen dieser Politik auswirken würde, und dass folglich alle Maßnahmen, die darauf abzielen, diese Aussetzung zu verhindern, getroffen werden müssen;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission am 16. Dezember 2014 das operationelle Programm E.F.R.E. 2014-2020 "Wallonie-2020.EU" genehmigt hat;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung am 5. Februar 2015 das operationelle Programm E.F.R.E. 2014-2020 "Wallonie-2020.EU" sowie die Ergänzung zur Programmplanung genehmigt hat;

Dass auf der Grundlage der vorstehenden Gründe die wallonische Regelung rückwirkend zum 1. Juli 2014 angewandt werden muss;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 wird folgendermaßen abgeändert:

a) Ziffer 24° wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"24° Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU": die Umsetzung der Maßnahme 1.1.1. "Förderung der Investitionen in bestehenden Unternehmen oder in Unternehmen in der Gründungsphase" der Ergänzung zur Programmplanung des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, nachstehend E.F.R.E. genannt gemäß Artikel 3 der Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006";

b) Ziffer 25° wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 2** - In Artikel 2bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird der einführende Satz durch folgenden Satz ersetzt:

"Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu 60 % durch den Haushalt der Region und zu 40 % durch den E.F.R.E. finanzierte Investitionsprämie gewähren, dies im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU" für den Mittelbetrieb, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen: ";

2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2° wird das Wort "zehn" durch das Wort "sechs" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3° wird Buchstabe m) durch Folgendes ersetzt:

"m) die logistische Unterstützung mit Ausnahme der Handhabung unter Einsatz von Kränen;";

4° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "in Absatz 1 erwähnten Sektoren" durch die Wortfolge "NACE-BEL-Kennzahl in Zusammenhang mit den in Absatz 1 erwähnten Aktivitäten" ersetzt;

5° in Paragraph 5 wird der einführende Satz durch folgenden Satz ersetzt:

"Der Minister oder der beauftragte Beamte kann eine zu 60 % durch den Haushalt der Region und zu 40 % durch den E.F.R.E. finanzierte Investitionsprämie gewähren, dies im Rahmen der Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU" für den Kleinbetrieb, der neben den in Artikel 2 erwähnten Bedingungen: ";

6° in Paragraph 2 wird Ziffer 2° durch Folgendes ersetzt:

"2° mindestens vier Arbeitsplätze schafft;";

7° Paragraph 4 wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 3** - In Artikel 6 Paragraph 1 Absatz 6 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2008, wird die Wortfolge ""Konvergenz" oder der Ergänzung zur Programmplanung "Wettbewerbsfähigkeit und Beschäftigung"" durch die Wortfolge "Wallonie - 2020.EU" ersetzt.

**Art. 4** - In Artikel 10bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2008, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 wird die Wortfolge "und die die Ergänzung zur Programmplanung "Konvergenz" betrifft, gemäß der maximalen Intensität der regionalen Beihilfen, die durch die von der Europäischen Kommission vom 21. Februar 2007 genehmigten Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung" durch die Wortfolge "und die Ergänzung zur Programmplanung "Wallonie - 2020.EU" betrifft, gemäß der maximalen Intensität der regionalen Beihilfen, die durch die von der Europäischen Kommission vom 16. September 2014 genehmigten Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung" ersetzt;

2° in Paragraph 1 wird Ziffer 1° durch Folgendes ersetzt:

"1° a) eine Basisbeihilfe in Höhe von 15 % des angenommenen Investitionsprogramms für den Mittelbetrieb und von 18 % des angenommenen Investitionsprogramms für den Kleinbetrieb;

b) 1 % pro geschaffene Arbeitsstelle, die über den in Artikel 2bis § 1 Absatz 1 Ziffer 2° oder § 2 Ziffer 2° erwähnten Mindestmengen von geschaffenen Arbeitsstellen liegt, mit einer Höchstgrenze von 5 % ;";

3° in Paragraph 1, Ziffer 2° wird Buchstabe a) durch Folgendes ersetzt:

"a) 5 % im Falle einer Betriebsgründung;";

4° in Paragraph 1 Ziffer 2° Buchstabe b) wird die Wortfolge "; dies wird mit den unter a) erwähnten 5 % kumuliert" gestrichen;

5° in Paragraph 1 Ziffer 2° Buchstabe c) wird die Wortfolge "; dies wird mit den unter a) erwähnten 5 % kumuliert" gestrichen;

6° in Paragraph 1 Ziffer 2° wird Buchstabe e) wird außer Kraft gesetzt.

7° in Paragraph 1 Ziffer 2° Buchstabe j) wird die Wortfolge "und die erneuerbaren Energien" gestrichen;

8° in Paragraph 1 Ziffer 2° Buchstabe k) wird die Wortfolge "und die erneuerbaren Energien" gestrichen;

9° Paragraph 2 wird außer Kraft gesetzt.

10° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Der Betrag der Investitionsprämie, in der die in Paragraph 1 Ziffer 1° erwähnten Beihilfen enthalten sind, darf 75.000 Euro pro geschaffene Arbeitsstelle nicht überschreiten.

Ist jedoch wenigstens eines der Kriterien für die zusätzliche Beihilfe nach Paragraph 1 Ziffer 2° erfüllt, so wird der Betrag der Investitionsprämie, in der die in Paragraph 1 Ziffer 1° erwähnten Beihilfen enthalten sind, auf 100.000 Euro pro geschaffene Arbeitsstelle angehoben."

**Art. 5** - In Artikel 17<sup>ter</sup> desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008, wird die Wortfolge "2°, d) bis k) oder § 2, 1°, 2°, b) bis i) erwähnten Modalitäten berechneten Betrags der Investitionsprämie aufrechterhalten, wenn mindestens 80 % " durch die Wortfolge "a) 2° d) und f) bis k) erwähnten Modalitäten berechneten Betrags der Investitionsprämie aufrechterhalten, wenn mindestens 75 % " ersetzt.

**Art. 6** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2014 wirksam.

**Art. 7** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Juli 2015

Der Minister-Präsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien  
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203817]

**23 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen**

De Waalse regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 6, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het verslag van 17 juli 2015, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 maart 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 2015;

Gelet op het advies nr. 57.710/2 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;

Overwegende dat het fundamenteel is om, na 30 juni 2014, te zorgen voor continuïteit in de toekenning van de investeringstegemoetkomingen die door het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling (E.F.R.O.) worden medegefinancierd en dat een wettelijke grondslag gegeven wordt voor steunaanvragen ingediend na 1 juli 2014 om zodoende rechtszekerheid te garanderen;

Dat een schorsing van voornoemde regeling nadelig zou zijn voor de uitvoering van de doelstellingen van deze beleidslijnen en dat alle maatregelen tot voorkoming van deze schorsing dan ook getroffen moeten worden;

Gelet op de goedkeuring door de Europese Commissie, op 16 december 2014, van het Operationeel programma EFRO 2014-2020 "Wallonie-2020.EU";

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering, op 5 februari 2015, van het Operationeel programma E.F.R.O. 2014-2020 "Wallonie-2020.EU" en de aanvulling op de programmering ervan;

Dat, rekening houdend met wat voorafgaat, het van belang is dat de Waalse regelgeving terugwerkende kracht heeft op 1 juli 2014;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel. 1.** In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 24° wordt vervangen als volgt :

"24° "aanvulling op de programmering "Wallonie-2020.EU": de uitvoering van maatregel 1.1.1. "Stimulering van de investering in de bestaande of de op te richten ondernemingen" van de aanvulling op de programmering van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, hierna "E.F.R.O." genoemd, overeenkomstig artikel 3 van Verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid", en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;"

b) het 25° wordt opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 2<sup>bis</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende zin :

"De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 60 % gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40 % ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering "Wallonie - 2020.EU" aan de middelgrote onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2. ";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "zes";

3° in paragraaf 1, eerste lid, 3°, wordt punt m) vervangen door wat volgt;

"m) de logistieke steun met uitzondering van de behandeling met behulp van kranen;"

4° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de sectoren bedoeld in lid 1" vervangen door de woorden "NACE-BEL-codes verbonden met de activiteiten bedoeld in het eerste lid";

5° in paragraaf 2, wordt de inleidende zin vervangen door de volgende zin :

"De Minister of de gemachtigde ambtenaar kan een investeringspremie, tegen 60 % gefinancierd ten laste van de Gewestbegroting en tegen 40 % ten laste van het E.F.R.O., toekennen in het kader van de aanvulling op de programmering "Wallonie - 2020.EU" aan de kleine onderneming die naast de voorwaarden bedoeld in artikel 2: ";

6° in paragraaf 2, wordt punt 2° vervangen door wat volgt :

"2° minstens vier arbeidsplaatsen creëert;"

7° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 6, § 1, zesde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de woorden "convergentie" of van de aanvulling op de programmering "concurrentiekracht en werkgelegenheid" vervangen door de woorden "Wallonie-2020.EU".

**Art. 4.** In artikel 10bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de volgende wijzingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "convergentie", berekend overeenkomstig de maximumintensiteit van de geweststeun bepaald bij de kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel, goedgekeurd door de Europese Commissie op 21 februari 2007" vervangen door de woorden "Wallonie-2020.EU", berekend overeenkomstig de maximumintensiteit van de geweststeun bepaald bij de kaart van de staatssteun met een gewestelijk doel, goedgekeurd door de Europese Commissie op 16 september 2014";

2° in paragraaf 1, wordt punt 1° vervangen door wat volgt :

"1° a) een basissteun van 15 % van het toegelaten investeringsprogramma voor de middelgrote onderneming, en van 18 % van het toegelaten investeringsprogramma voor de kleine onderneming;

b) 1 % per gecreëerde arbeidsplaats bovenop de minimumdrempels voor gecreëerde arbeidsplaatsen bedoeld in artikel 2bis, § 1, eerste lid, 2°, of § 2, 2°, met een maximumpercentage van 5 % ;";

3° in paragraaf 1, 2°, wordt punt a) vervangen door wat volgt :

"a) 5 % als het de oprichting van een onderneming betreft;"

4° in paragraaf 1, 2°, b), worden de woorden "gevoegd bij de 5 % bedoeld onder a)" opgeheven;

5° in paragraaf 1, 2°, c), worden de woorden "gevoegd bij de 5 % bedoeld onder a)" opgeheven;

6° in paragraaf 1, 2°, wordt punt e) opgeheven;

7° in paragraaf 1, 2°, j), worden de woorden "en de hernieuwbare energie" opgeheven;

8° in paragraaf 1, 2°, k), worden de woorden "en de hernieuwbare energie" opgeheven;

9° paragraaf 2 wordt opgeheven;

10° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

" § 3. Het bedrag van de investeringspremie met inbegrip van de steun bedoeld in § 1, 1°, mag per gecreëerde arbeidsplaats 75.000 euro niet overschrijden.

Als minstens één van de criteria van de bijkomende steun bedoeld in paragraaf 1, 2°, toch vervuld is, wordt het bedrag van de investeringspremie met inbegrip van de steun bedoeld in paragraaf 1, 1°, verhoogd tot een maximum van 100.000 euro per gecreëerde arbeidsplaats."

**Art. 5.** In artikel 17ter, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de woorden "2°, d) tot k), of § 2, 1°, 2°, b) tot i), als minstens 80 % " vervangen door de woorden "a), 2°, d) en f) tot k), als minstens 75 % ".

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2014.

**Art. 7.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 juli 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering  
J.-C. MARCOURT

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2015/203815]

Centre pour la Cybersecurity Belgique  
Nomination du Directeur et du Directeur adjoint

Par arrêtés royaux du 10 août 2015, qui entrent en vigueur le 17 août 2015, sont nommés pour un mandat de cinq ans :

- M. De Bruycker Miguel, comme Directeur du Centre pour la Cybersecurity Belgique, du rôle linguistique néerlandais;

- Mme Clouner Phédra, comme Directeur adjoint du Centre pour la Cybersecurity Belgique, du rôle linguistique français.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2015/203815]

Centrum voor Cybersecurity België  
Benoeming van de Directeur en Adjunct-directeur

Bij koninklijke besluiten van 10 augustus 2015, die in werking treden op 17 augustus 2015, worden benoemd voor een mandaat van vijf jaar :

- De heer De Bruycker Miguel, als Directeur van het Centrum voor Cybersecurity België, behorend tot de Nederlandse taalrol;

- Mevr. Clouner Phédra, als Adjunct-directeur van het Centrum voor Cybersecurity België, behorend tot de Franse taalrol.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel.